

# LA GUERRE DU TRAVAIL

LE 17 DÉCEMBRE 2009 SEB MUSSET

"Travail" et "chômage", c'est comme "progrès" et "UMP" : Des marques déposées et censées ne pas aller l'une sans l'autre.

"Travail" et "chômage", c'est comme "progrès" et "UMP" : **Des marques déposées et censées ne pas aller l'une sans l'autre.**

D'où une montée de **l'angoisse** populaire alors que les chiffres du chômage (et de l'emploi précaire son corollaire) explosent et que le gouvernement prit en flagrant délit de ratage de progrès en **minimise la portée** derrière des catégories cache-misère.



Challenges, magazine de droite néo-conne catapultant le Fig Mag au rayon livre d'images pour gauchistes, publie dans un récent numéro un article titré "le grand soir attendra" et reproduisant un extrait de la note conjoncture de l'association de DRH Entreprise et personnel (en collaboration avec l'institut Supérieur du Travail) qui infirme celle **alarmiste** de 2008 :

"L'insurrection sociale promise par certains à fait pschiiit." (sic)

Le rapport se félicite de la collaboration active des organisations syndicales dans la gestion de la crise en 2009. A l'instar du gouvernement, le rapport est confiant : **Il n'y aura pas de grands mouvements sociaux à redouter en 2010 tant que les français seront inquiets pour leur emploi.**

La pulsion de révolte du travailleur moderne est donc liée à son sentiment de sécurité. Logique libérale : **Plus la victime est brimée, abusée, déprimée, moins elle se révolte.**

L'espace de deux générations, le travailleur français, ce héros social qui avait tant obtenu au fil des luttes, s'est métamorphosé en salarié anonyme, isolé, stressé et suicidaire, collaborateur de bourreau par peur de perdre un petit confort générique à obsolescence accélérée, réduit à vénérer surfacebook son frère d'armes qui, lui, a eu l'audace de **braquer le fourgon** de son employeur.

**Un bref retour en arrière s'impose pour comprendre les mécanismes qui sous-tendent ce renversement des valeurs au profit des exploités.**

\* \* \*

**Il y quarante ans dans une galaxie lointaine avec une croissance très, très éloignée de la nôtre.**



Depuis 1936, dans le prolongement de la seconde guerre, la condition du travailleur n'a de cesse de s'améliorer. Retraite, congés payés, remboursement des soins, salaire minimum : question travail, l'avenir lui apparaît si ce n'est radieux au moins sécurisé.

**Le mot chômage est alors quasi inconnu** : il touche une frange marginale de la société surnommée "ceux qui le veulent bien". Retenez bien cette vision des choses par la classe dominante relayée par la classe moyenne qui émerge à cette époque : elle va vous (des)servir pour la suite.

**1967.** C'est dans un esprit d'optimisation des ressources humaines que le secrétaire d'état aux affaires sociales chargé de l'emploi, un certain Jacques Chirac, **crée l'Agence Nationale pour l'Emploi.**

**La France compte alors 400.000 chômeurs soit 2% de la population active.**

**1973. Premier choc pétrolier.** Les travailleurs ne le savent pas encore mais c'est la fin des belles années.

**1975. Le chômage dépasse la barre des 3%** de la population active française. Il est toujours caché sous le tapis d'une reprise **constamment repoussée** (ça aussi notez, on va s'en resservir). Croissance molle, forte inflation : Pour pallier aux conséquences sociales d'une crise marketéecomme **exotique** ("En France, on a pas de pétrole mais on a des idées"), l'ANPE publie enfin des offres d'emploi dans ses agences. (notez qu'il aura fallu huit ans, ce qui en dit long sur la volonté de voir les problèmes en face.)

**1976. Le capitalisme entame son changement de régime.** Alors que la classe moyenne de cadres et d'employés (en résumé : les enfants du baby-boom), ayant bénéficié de la dynamique des deux décennies précédentes dans des proportions jusque là inédites, s'en soucie peu, **la notion de chômage s'insinue chez ceux qui ont raté le train : les plus jeunes.**

**1979-1980 :** En Angleterre puis aux États-Unis, alors en plein marasme économique, avec les élections de Thatcher et Ronald Reagan, l'impulsion néolibérale de sortie de crise, façon **Chicago Boys** est initiée. Les deux leaders sont **résolus à péter les cloisons de l'architecture sociale selon les schémas d'agrandissement du capital.** Concrètement : Les heures de la politique de relance par l'investissement public au bénéfice du citoyen sont comptées et celles du travailleur le seront de moins en moins.

Dans ces pays les politiques publiques privilégieront les entreprises. Depuis les étages supérieurs de la société en direction des maillons intermédiaires et faibles, l'idée se propage qu'en favorisant les riches, on enrichit ceux d'en dessous (là aussi notez cette vérité et commencez à vous enduire de vaseline).

En Angleterre, la dame de fer **mate violement les syndicats**, favorise la dérégulation salariale et endort la classe ouvrière en lui permettant d'accéder à la propriété (à crédit) de ses anciens logements sociaux. **Règle d'or de l'arnaque : Faire croire aux pauvres qu'ils seront riches un jour, ça marche toujours.**[1]

**Retour en France.**

**1980 : Déjà six ans de droite et le chômage français a doublé pour dépasser le million et atteindre les 5 % de la population active.**

Explosion de l'intérim, du chômage longue durée, des laissés pour compte : C'est le début du grand décalage entre le politique et **une catégorie de travailleurs** inadaptés qui ont perdu leur emploi, c'est ballot. Le haut et le bas de l'échelle se retrouvent dans une gêne commune par rapport à ce curieux contrat social qui s'éternise : **Le chômage est considéré par la classe supérieure comme une indigence, il est vécu par ceux qui l'expérimentent comme une maladie honteuse.**



La génération favorisée malgré elle des enfants du baby-boom appelons-là génération Johnny, s'est constituée un matelas de sécurité via un accès rapide à prix raisonnable à la propriété. Elle voit mécaniquement sa situation renforcée. Pour les plus jeunes, faire une carrière comme papa, avec entreprise unique et un salaire en hausse constante, devient une gageure.

**1981.** Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, ce nouvel ordre mondial favorisant le capital est inversé avec détermination. Le travailleur retrouve des couleurs : **Cinquième semaine de congés payés, revalorisation du smic et augmentation des prestations sociales, semaine de 39 heures et retraite à 60 ans.**

Les déficits publics se creusent, le dollar monte : ce coup-ci La France est victime de la reprise des autres et de la concurrence d'une économie se mondialisant. **Le chômage dépasse les 7% en 1982. La guigne.**

Deux ans de ce régime viennent à bout des illusions. **C'est le tournant de la rigueur.** La gauche va montrer qu'elle sait faire aussi bien que ses copains de classe de l'ENA, c'est à dire une politique de droite.

A partir de 1983, misant sur une europe forte dont l'unification se précise, la France revient dans la dream-team idéologique des pays dominants. **Le démantèlement** de pans complets de l'industrie s'accompagne d'une violente augmentation du chômage (**800.000 nouveaux chômeurs en 1984**). C'est le boom de la sous-traitance. L'ouvrier est une espèce condamnée. **Ça sent le pâté pour les autres salariés** dont les salaires n'augmentent plus aussi vite que dix ans plus tôt, quand ils ne sont pas gelés.

Commence un processus d'à peine dix ans au terme duquel l'état aura rendu les clefs de sa gouvernance aux groupes, aux multinationales, bref au marché.

A partir des années 80, **le travail qui tombait bien juteux de l'arbre de la croissance devient une obsession populaire.** Le chômage entre en compte dans la gestion du travailleur. Il devient un moyen de pression, une menace distillée chez les plus fragiles (ouvriers peu qualifiés, vieux et jeunes salariés) permettant aux entreprises d'infléchir les conditions d'exploitation à leur avantage.

Pour ceux entrants alors dans la vie active, se généralisent de nouveaux rites d'humiliation et de formatage qu'ils ne remettront pas en question : Passage obligé du CV, apparition de l'ahurissante lettre de motivation et multiples entretiens débouchant 99 fois sur 100 sur du on vous rappellera.

**Parallèlement à la terreur du chômage, se développe cette curieuse idée que le travail ça se mérite alors que, théoriquement, le travail ça se paye.**

Les candidats à un poste patientent par paquets de 1000 devant la porte du patron. Vont-ils travailler ? Trouver une signification ? Pouvoir payer le loyer ? Sont-ils des hommes ? Autant de métaphysiques interrogations qu'ils estiment réglées par un emploi salarié. La nature du salariat évolue également ces années là, s'orientant massivement vers les services et les emplois dépersonnalisés sans signification claire. **On ne désire pas tant un travail que trouver un job, n'importe lequel** (cette résignation des ambitions a son importance).

Une partie des salariés de la génération Johnny, entrée sur le marché de l'activité entre 1960 et 75, passe entre les gouttes de la conjoncture et c'est à peine si elle perçoit les bouleversements en cours. Elle n'en subira, éventuellement, les premières conséquences que 10 ans à 20 ans plus tard. Pour le moment, elle se laisse même séduire par ces icônes de la gagne[2] qui envahissent alors le petit écran.

Dans l'ombre, sur les cendres des faillites et des restructurations d'entreprises, **des empires financiers** se constituent en quelques années, là où il y a encore peu cela aurait pris trois générations. Personne ne bronche, pas les médias, encore moins les politiques.

**1985. Le chômage atteint les 9%.** Coluche crée les Restos du Cœurs. L'opération coup de pouce est prévue pour durer un hiver. Ce sera la première initiative d'une longue série de divertissements caritatifs permettant à l'état de se dégager de ce qui devrait 1 / être sa mission 2 / le couvrir de honte, 3 / révolter le peuple. Là non plus. Rien ne sera remis en cause. La chanson enregistrée pour l'occasion sera numéro un au Top 15 pendant des semaines.

Sur fond de crise sociale continue, **le patronat introduit dans le débat le principe de flexibilité comme solution imparable pour remédier au chômage.** Les syndicats et la parti communiste ont encore de beaux restes, ce progrès ne passe pas sur le terrain. Malgré la débandade post-30 glorieuses, La France reste attachée à ses acquis sociaux.

En revanche, le principe fait triquer l'électorat favorisé.

**Mars 1986 : La droite gagne les élections législatives. Cohabitation,** l'initiateur de l'ANPE devient premier ministre. Assouplissement des horaires, fin des autorisations administratives de licenciement, démembrement du statut salarial : Priorité à la compétitivité des entreprises au détriment du travailleur. L'état finance des emplois lance-pierre à durée limitée, à temps partiel, à droits réduits (TUC, CES et autres carambouilles). Ces aides sociales empêchent dans un premier temps le salarié de plonger dans la misère mais renforcent de l'intérieur le dumping social.

**Durant la cohabitation, malgré les mesures prises par la droite, le chômage reste à 9%.**

**1988, Retour aux pleins pouvoirs de François Mitterrand.** L'air du temps est à la célébration de la République, des grandes causes, de l'Europe en marche et de la chute d'un communisme définitivement ringardisé par KO technique. **Le capitalisme devient l'unique idéologie.** Reste à savoir ce que l'on met dedans. **En quinze ans, le capitalisme a changé de nature : il est pour une large partie devenu actionnarial. Il ne s'agit plus tant de produire que de dégager toujours plus de marge.**

L'actionnaire qui se risquait à contribuer à l'édification de l'entreprise, et en deuxième temps touchait des dividendes, exige désormais une garantie de revenus que l'entreprise ne pourra lui verser qu'en augmentant la productivité, **c'est à dire en pressant le salarié tant qu'il est rentable et s'en débarrassant lorsque qu'il le considère comme du poids mort.** La machine infernale fonctionne au paradoxe : Les salariés boursicoteurs, via fonds de pension, fonds mutualisés et assurances vie, sont virtuellement les acteurs de l'atomisation progressive de leurs conditions sociales et les fossoyeurs de celles de leurs enfants.

Jusqu'au plus bas de l'échelle, le chacun pour soi se renforce ces années là. L'idéologie patronale est partagée par de plus en plus de salariés : **Ils sont une entrave à la bonne conduite du progrès, ils ne font jamais assez bien et, surtout, ils coûtent trop chers.** D'autant, qu'à l'autre bout du monde, une main d'œuvre meilleur marché prend la relève. (celle là vous n'avez pas fini d'en entendre parler).

Menaces du chômage de masse et de la délocalisation brandies par le patronat : **Économiquement, le salarié a perdu la partie,** idéologiquement c'est le maillon faible, psychologiquement, tirillé entre cette réalité dont il perçoit plus ou moins l'impasse et les discours à base de rêve et de gain servis en cœur par le patronat et des politiques qui ont respectivement besoin de soldats et d'électeurs, il poursuit une descente aux enfers frisant avec la schizophrénie.



**Le service public, tradition et spécificité française, n'est pas encore absorbé par cette force dépressionnaire.** La jalousie commence à poindre chez les salariés du privé se sentant lésés et en péril (ce ressentiment n'aura de cesse d'être exploité par les partisans de la réforme). Chez les plus jeunes, on veut désormais devenir fonctionnaire, rare secteur garantissant un emploi pérenne et une rémunération stable.

**1992, deuxième cohabitation.** Edouard Balladur accroît la flexibilité, **l'annualisation du temps de travail** et généralise le temps partiel. Des mesures censées aider les petites entreprises et profiter aux salariés mais bénéficiant d'abord aux grandes enseignes et que les employés en bas de l'échelle subissent. Pour eux : **C'est le début des emplois du temps pourris et des abus de la part d'un patronat décontracté.** La pénibilité du travail fait son retour en toute discrétion médiatique. Balladur rallonge la durée de cotisations et diminue les pensions de retraite. Il tente le CIP (permettant, dans un monde idéal de droite, de payer les jeunes en dessous du SMIC) mais les étudiants font plier le gouvernement (vous noterez qu'ils ne sont pas salariés, détail important).

La philosophie du moment des "anciens" vis à vis de leurs enfants restemieux vaut un job de merde que pas de boulot suivi du sempiternel faut faire ses preuves auxquels ils croient dur comme fer mais que le nouveau rapport de force ne corrobore pas. **Le chômage explose les 10%.**

Durant les dernières années du deuxième septennat de Mitterrand, l'écart s'accroît : une partie de la France du travail a entamé sa grande bascule vers la pauvreté ou / et l'esclavagisme tandis que l'autre vit dans un monde relativement préservé. A la grande surprise des journalistes de l'époque (aussi à la pointe qu'aujourd'hui rapport que ce sont les mêmes), **Jacques Chirac axe sa campagne présidentielle sur le thème de la fracture sociale. Il est élu.**

**1995.** Persuadé que la partie est définitivement jouée pour le capital, **l'homme à la pomme fait immédiatement l'inverse de ce qu'il avait annoncé.** Le plan Juppé prévoyant d'aligner le temps de cotisations des fonctionnaires et les régimes spéciaux selon les critères du privé entraîne **une forte mobilisation des fonctionnaires**, dernier bastion salarial possédant encore un sentiment d'identité, un fort taux de syndicalisation et une solidarité interprofessionnelle.

Bien que victorieux ce mouvement massif aura une conséquence fâcheuse : **l'exacerbation du divorce entre salariés du privé et du public**, et l'impression chez chacun d'entre eux qu'il ne faut plus trop espérer grand chose de l'état pour les retraites.

**Les esprits se privatisent.** Les salariés épousent massivement les argumentaires patronaux. Se substituant à l'augmentation normale des rémunérations, la logique de la prime fait son nid dans les entreprises. Apparaissent des méthodes de management plus musclées (impératifs de vente, objectifs, indice de rentabilité, taux de transformations). Les salariés chanceux se mettent également à penser revenus complémentaires : investissement dans la pierre, assurances vie, investissement en bourse. Le ver de la spéculation est dans le fuit du salarié.

Tandis que la génération Johnny s'enrichit encore plus grâce à la montée de l'immobilier, en silence la partie basse de la classe moyenne (victime de cette montée des prix) se précarise méchamment. Les enseignes discount (mal vues par l'opinion au début des années 90) s'installent dans les régions les plus décimées, loin de l'attention des médias (à l'époque c'est mal vu d'économiser).

**En 1997, 50% des chômeurs ne touchent que 600 euros.**

**Les jeunes, les plus touchés**, se cramponnent encore aux grilles d'analyses et aux codes d'évolution de leurs parents. Grâce à une législation ad hoc, ce désir du jeune 3615 kinenvu permet aux entreprises de rester compétitives. **Le stagiaire volontaire à salaire de misère, exonéré de charges et tout frais payés par papa, fait le bonheur des petites et des grandes compagnies. Beaucoup lui doivent leur survie.** Il faudra attendre une dizaine d'années pour que ce statut soit médiatiquement considéré pour ce qu'il est : De l'exploitation pure et simple de crédules (là aussi notez, le principe va devenir redondant.)



Durant cette décennie du glissement libéral est plus que jamais véhiculée l'idée que seul le travail salarié permet l'épanouissement (consommériste cela va de soit).

**1997 : Re-cohabitation avec la gauche.** Lionel Jospin fait **le pari des 35 heures** concédant un peu sur la flexibilité et allégeant les charges.

**Le salarié reprend l'avantage. Il va travailler moins et gagner plus.** La réforme qui aurait fait hurler de joie 20 ans plus tôt n'est pas vécue comme une avancée, en tous les cas n'est pas marketée en tant que telle, ce qui en dit long sur le niveau d'asservissement libéral des esprits.

Le patronat est furibard et réplique en radicalisant ses positions via une nouvelle formation : **Le Medef.** On passe des patrons de la vieille époque aux tueurs de la gestion décomplexée du bétail salarié. La philosophie est simple : **Il faut bosser tous les jours, les salariés sont des feignants, les chômeurs des parasites.** Elle deviendra le mantra de l'opposition.

**2000 : Pour la première fois depuis 15 ans le chômage baisse de 10 à 8%.** Les grosses entreprises s'arrangent à la perfection des 35 heures que les salariés les mieux payés plébiscitent. Elles auront pourtant un effet pervers : **Contribuer à augmenter la pression sur les salariés pour ne pas perdre en compétitivité.**

**Dans ces années, à la peur commune de ne pas ou ne plus avoir un travail, s'ajoute pour beaucoup le stress d'en avoir un.** Le salarié courbe l'échine. En deux décennies, le travail est passé d'un droit à une religion puis à un Graal pour devenir une peine. Individualisation et consentement au sacrifice au nom de la consommation et de

l'endettement : pas étonnant dans ces conditions que le syndicalisme aux directions proche de la baronnie ne passionne pas les foules cathodiques.

**La bulle internet craque.** C'est le premier gros dérapage du capitalisme financier ne connaissant désormais qu'un impératif : dégager du +15% à l'année. Des sommes monstrueuses sont investies dans des secteurs avec peu d'employés tandis que des entreprises bénéficiaires licencient. Malgré les beaux discours du Medef, en haut (spéculateurs) comme en bas (apparition des travailleurs pauvres) de la pyramide des revenus, **l'argent ne semble plus en rapport direct avec l'activité du salarié.**

**La gauche s'endort sur ses lauriers et déserte le social.** Hausse des loyers en partie due à la spéculation des CSP+, chômage des jeunes en pointe, généralisation des emplois précaires et sous-emploi des diplômés : La baisse du niveau de vie d'une génération à l'autre s'accélère ces années là (mais chut, il ne faut pas en parler nous sommes dans un riche et grand pays. La pauvreté n'est pas possible pour nos enfants.)

**La génération johnny commence à partir à la retraite** au moment où les déficits publics explosent. La vieille génération, idéologiquement et numériquement en position de force, n'a aucune raison de descendre de cette vague positive sur laquelle elle surfe depuis 30 ans. Comme elle dispose déjà d'une bonne partie du pognon, qu'elle vote massivement (alors que les jeunes pas) , **sa voix compte double.** Sont créés pour elle de **nouveaux emplois d'assistance.** Hors du travail, la génération des aînés va de plus en plus fortement peser sur la condition salariale des cadets. Ce qui commence à provoquer des tensions, les jeunes étant bien plus savants et diplômés que leurs parents. Logique : Étudier et rêver d'un bon poste grâce à leurs diplômes, ils n'ont que ça à faire depuis des années.

**De 2001 à 2002, une succession de chocs** (11 septembre, passage à l'euro, réélection rocambolesque de Chirac) **bastonne l'opinion.** Les prix augmentent pour tout le monde sauf chez les politiques, dans les médias et auprès des analystes financiers qui continuent à promouvoir de l'union européenne aveugle comme dernier renfort à la mondialisation. Tout ce qui ne détruit pas rend plus fort. La crise post-11 septembre acère les ambitions.

**La droite (donc Le Medef) est de retour aux commandes :** Retour sur les 35 heures, augmentation des heures supplémentaires et diminution de leur rémunération, **tentative encore ratée** d'instaurer un sous-salariat pour les jeunes. Apparition de la notion en trompe l'œil du travailler plus pour gagner plus. « Il faut s'adapter » est la phrase clef des dominants. **Le CDI, ce mode d'exploitation rêvé des salariés, est le modèle cauchemardesque, à annihiler en priorité pour les entreprises.**

**2004. Le chômage baisse aux alentours de 8%** (ce qui tient à des raisons démographiques et au fait que l'on commence à dissimuler les vrais chiffres via une catégorisation restrictive). **Les salaires ne décollent pas pour autant.**

**Les magasins discount se multiplient au grand jour d'internet aux centres villes (faute de tunes, c'est devenu idéologiquement cool de dépenser moins).** La baisse des produits high-tech permet de tromper les chiffres de la consommation et la carotte de l'enrichissement via l'acquisition par **le crédit immobilier permet de faire passer la grosse et amère pilule de l'appauvrissement et de la pénibilité croissante des conditions de travail (là aussi, constatons l'extension de la logique du capital jusqu'aux strates les plus fragiles de la société).** La chasse aux petits prix devient un sport national. Le commerce en ligne (à effectifs réduits à presque zéro donc moins cher) et **l'automatisation de certains postes** se généralisent (avec effet boomerang désastreux sur les emplois.)

Le salarié fait encore peu la connexion entre la politique gouvernementale, ses modes de consommation et ses conditions de travail. Il ne pense plus qu'en terme de pognon. **Le salarié est d'abord un consommateur et la conquête des droits du second prévalent sur la défense de ceux du premier.**



**En 2006, le pouvoir d'achat devient son obsession.**

C'est par cet axe financier et une question sans réponse (du pouvoir d'achat personne n'en a jamais assez) que **les neo-cons auxquels La France résistait tant bien que mal depuis un quart de siècles'emparent démocratiquement du pouvoir**, via cet homme qu'on nomme monarque, afin d'entamer la dernière étape de leur libération de classe : **La liquidation de l'état providence.**

Les médias, le monde de l'entreprise et toutes les assemblées à ses pieds, le monarque dispose d'une fenêtre de tir exceptionnelle. Il a les coudées franches pour fondre le pays dans une pure logique d'entreprise.

Via un cocktail de mesures incitatives, législatives sous un martèlement idéologique continu, **les droits du salarié doivent être dissous** tandis que les avantages des rentiers et des entreprises eux s'accumuleront sans justificatifs de retour.

Pensant à raison la résistance du salarié quasi nulle après vingt ans de liquéfaction de sa capacité analytique par broyage bancaire dans le sens du poil de son désir d'embourgeoisement, société du spectacle (et du contre-feu) en 24/24, le tout couplé à une terreur continue du chômage allant **des jeunes jusqu'aux quinquas** (se retrouvant au passage en compétition), le gouvernement n'a plus qu'à brasser désirs, peurs et rêves pour se jouer du travailleur-esclavo-consommateur.

**2008-2009. La crise financière puis économique casse les mythes de croissance éternelle** (nécessaire pour tenir la baraque aux illusions). Le système financier passe à deux doigts de l'effondrement. Tandis que l'économie réelle s'enlise dans la récession pour certains pays, décolle poussivement pour d'autres et que tous s'enfoncent dans un chômage aux proportions cataclysmiques, se met en place un ordre encore plus violent et inégalitaire qu'avant.

Plus endetté que jamais et sous la pression des institutions financières qu'il a contribué à sauver ne révisant aucunement son logiciel néo-libéral et favorisant la solidarité de classe avec les riches, l'état (des riches), pour cause de dette publique intolérable, coupe progressivement les dépenses, fusionne les services, supprime des postes de fonctionnaires, démantèle plus ou moins discrètement le service public. Autant de biens qui donnaient à La France, et donc aux salariés, cette identité sociale qui leurs permettaient d'être moins impactés que d'autres par la crise.

Pour le salarié domestiqué, les aménagements et les francs coups de boutoir s'accumulent dans un relatif silence médiatique essentiellement du à l'écume quotidienne des polémiques pipolo-présidentielles : "rupture conventionnelle" du CDI, heures TEPA, RSA, statut d'auto-entrepreneur, taxation des indemnités des accidentés du travail, travail le dimanche pas partout mais presque quand même et une foultitude d'autres mesures du même acabit souvent plus idéologiques qu'économiquement pertinentes (les moyens justifiant ici la fin) convergeant dans ce seul but : **Le modelage d'un code du travail au bénéfice exclusif des possédants.**

Pour le mauvais chômeur, c'est plus que jamais la faute à pas de chance : Il est toujours considéré avec aussi peu d'égards par son gouvernement et la génération Johnny. On lui fusionne l'ANPE avec les Assedics. S'en suit un chaos dans les versements de ses indemnités qu'il doit gérer en appelant un numéro surtaxé (rien ne se perd, tout se récupère). Le monarque court à grandes enjambées vers son modèle anglo-saxon : **Le tiers-monde s'installe dans les villes** (mais ça on ne vous le montrait jamais dans les séries américaines).

Pas grave, c'est le prix de la modernité. Et puis... loin du cœur, loin des yeux.



**2009 : Le taux de chômage dépasse les 9% de la population active(2.5 millions).** En cumulant les diverses catégories : on atteint **plus de 4 millions**. 1 jeune sur 4 est sans emploi.

En haut de la pyramide, malgré quelques inquiétudes passagères, ça se gave toujours, voire plus. **La prochaine étape est la vidange intégrale des derniers revenus des pauvres.**

**Côté salarié : 10% des actifs** (près de 2 millions de travailleurs) vivent sous le seuil de pauvreté. Certains sautent **littéralement** par les fenêtres, les réductions et fusions de postes progressent autant que les rémunérations stagnent ou régressent. Le travail signifie désormais beaucoup de choses : dépassement de soi, stress, terreur, pauvreté, peur, mort... mais clairement plus bonheur, sécurité, famille, enrichissement et tranquillité.

**2010** : Dans une économie atone, le salarié devient le dernier des dindons. Pas assez payé de son point de vue, trop cher du point de vue de sa direction : son business plan va dans le mur. Les salariés considérés depuis trente ans comme une charge sont ouvertement une gêne. Et pis ailleurs, il coûte moins cher. Ce système atteint sa limite comptable mais, au sommet comme à la base, par peur ou par profit, personne n'est disposé à en changer. **Si l'on ne paye plus les salariés et que ceux-ci disparaissent, qui va acheter les produits ?**

Et bien d'autres salariés-consommateurs, ailleurs, le temps que, animés des mêmes rêves, ils s'enrichissent tandis qu'ici ils s'appauvrissent.

La survie du salarié ici bas ne dépend donc pas de sa faculté d'adaptation (on voit où cette adaptation l'a mené) mais bien de sa capacité de rébellion. **Problème : Il ne semble pas, lui non plus, avoir réajusté sa grille de lecture et d'ambitions, et poursuit pour le moment sa collaboration passive.**

Ce qui nous ramène au constat de la note conjoncture de l'association Entreprise et Personnel : **Rien ne va bouger** et à la conclusion implicite de challenges : **OK alors on continue comme avant.** Continuer en langage libéral veut dire accélérer.

Sur le champ de la bataille du travail, les bas revenus endoctrinés, petits couples à salaires serrés et conditions de travail stressantes, propriétaires et endettés, sont la chair à canon de ce Verdun du pognon. Qu'ils le sachent : **d'une façon ou d'une autre, les hostilités ne s'arrêteront que faute de participants.**

**Dans ce survol des années de baise :**

- Constatons que, dans l'étau des choses, **salariés et chômeurs forme un couple à la vie à la mort**, que, crise ou pas, ce lien se renforce avec les années.

- Constatons que **le travailleur et le chômeur sont trahis depuis quarante ans** mais restent tiraillés entre le legs idéologique et social d'un passé prospère (relayé par une génération qui en a bien croqué et domine encore le discours) et le rêve américain (largement irréel) d'un épanouissement personnel à portée de consommation, à condition d'être courageux au turbin. **Deux visions contredites par leur réalité** : Les acquis sont mis en kit, le courage au travail n'est pas récompensé, les médiocres sont promus, les moins malléables sont saqués et de richesses ce système ne leur en fait que perdre. Ils deviennent des rejets (jugés en tant que tels même par eux puisque la vision commune de la valeur humaine liée à l'accumulation de biens et au travail salarié n'a pas évolué) : chômeurs, sur-endettés, déprimés dont le destin est **d'être planqués sous le tapis** (en attendant pire) par leurs élus.

- Constatons que, à quelques rares exceptions, ces élus ont globalement accompagné, parfois dégagé le terrain à cette dynamique du chômage de masse. L'autre partie de l'effort gouvernemental consistant aujourd'hui à camoufler ce retour au moyen-âge social en agitant de la modernité, dupions de la dette et des réformes à faire parce qu'elles sont faites ailleurs. **Alors qu'ailleurs, c'est encore pire.**

Devant l'échec répété de ce modèle (avec ondes de chocs de plus en plus rudes), face aux inégalités, au malheur et la violence qu'il favorise et puisque l'état **crée la monnaie**, que **la monnaie dirige le monde**, il serait peut-être temps de revoir nos modes de fonctionnement et de changer de poste d'observation.

Hypothèse : **Dissocier, en partie, l'argent et le travail.** Pourquoi, ne toucherions-nous pas, tous, salariés ou non, un revenu minimum garanti par l'état, nous permettant de nous nourrir, de moins stresser pour nous loger, de nous soigner et de s'instruire correctement ? Une fois ce **revenu de vie** en poche : **Que ceux qui veulent gagner plus travaillent plus.**

Nous basant sur l'histoire d'une humanité plutôt volontaire de ce point de vue, parions sans risque que nous serons majoritaires à faire ce choix mais que, dans ces conditions plus apaisantes, la concurrence sera moins rude.

**Dissocier le travail et l'argent et décomplexer le rapport à l'inactivité, les plus riches de ce monde l'ont compris à titre personnel depuis bien longtemps [3] !**



[1] Thatcher tombera en 1990 allant trop loin dans sa logique, Thatcher tombera principalement à cause de la **poll tax** véritable impôt sur la pauvreté.

[2] Bernard Tapie, est célébré pour sa sensationnelle réussite est le plus camelot d'entre eux. Vautours de ces périodes, ils ont racheter à la casse avec les subsides de l'état des entreprises en difficulté, licenciés massivement et revendus les entreprises ainsi "optimisées" pour ne garder que la crème des marques.

[3] Parions même que cette philosophie s'est particulièrement développée chez eux durant la période exposée.

» Article initialement publié sur le blog de Seb Musset

#### KIMBERLEY26

le 16 février 2010 - 9:35 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*Different spheres of our life take lots of time and money, thence why have we to expend time for essay papers writing? That would be wise to use a classification essay service to order the business term paper from, I opine.*

VOUS AIMEZ



VOUS N'AIMEZ PAS



LUI RÉPONDRE

#### LOANS

le 1 mars 2010 - 21:54 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*Every body knows that men's life seems to be high priced, but we require money for different issues and not every person earns big sums money. Thus to receive fast credit loans or just term loan should be a correct solution.*

VOUS AIMEZ



VOUS N'AIMEZ PAS



LUI RÉPONDRE

#### EMILY

le 5 août 2010 - 22:16 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*Thanks so much for sharing this excellent info! Looking forward to checking out more blogs!*

VOUS AIMEZ



VOUS N'AIMEZ PAS



LUI RÉPONDRE

#### AMY

le 13 août 2010 - 17:28 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*Helpful summary, saved your site in hopes to read more!*

VOUS AIMEZ



VOUS N'AIMEZ PAS



LUI RÉPONDRE

#### CARRY

le 18 août 2010 - 17:14 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*Excellent post, saved the blog with interest to see more!*

VOUS AIMEZ



VOUS N'AIMEZ PAS



LUI RÉPONDRE



#### KATHERYN

le 19 août 2010 - 19:24 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*This informative article assisted me very much! Saved the blog, extremely great*

categories just about everywhere that I read here! I really appreciate the info, thanks.

VOUS AIMEZ  0 VOUS N'AIMEZ PAS  0



LUI RÉPONDRE

**VINCE DELMONTE**

le 27 août 2010 - 23:12 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*The informal post helped me a lot! Saved your website, extremely great categories everywhere that I read here! I appreciate the information, thank you.*

VOUS AIMEZ  0 VOUS N'AIMEZ PAS  0



LUI RÉPONDRE

**CRAIG BALLANTYNE**

le 28 août 2010 - 0:00 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*Very educating summary, saved your site with hopes to read more information!*

VOUS AIMEZ  0 VOUS N'AIMEZ PAS  0



LUI RÉPONDRE

**JEFF CAVALIERE**

le 28 août 2010 - 2:33 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*The well written article encouraged me very much! Saved your site, very great topics just about everywhere that I see here! I appreciate the information, thanks.*

VOUS AIMEZ  0 VOUS N'AIMEZ PAS  0



LUI RÉPONDRE

**NO NONSENSE MUSCLE BUILDING**

le 5 septembre 2010 - 21:36 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*This great article assisted me very much! Saved your site, extremely excellent topics just about everywhere that I read here! I appreciate the info, thank you.*

VOUS AIMEZ  0 VOUS N'AIMEZ PAS  0



LUI RÉPONDRE

**ARMANDO CODINA**

le 5 septembre 2010 - 21:57 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*The excellent article assisted me very much! Bookmarked the blog, very interesting categories everywhere that I read here! I really like the information, thanks.*

VOUS AIMEZ  0 VOUS N'AIMEZ PAS  0

LUI RÉPONDRE

**1 ping**

Les tweets qui mentionnent La guerre du travail | Owni.fr -- Topsy.com le 17 décembre 2009 - 13:10

[...] Ce billet était mentionné sur Twitter par damien douani et Kleiber nicolas, Owni. Owni a dit: #Owni La guerre du travail <http://bit.ly/85KCwC> [...]

[uberVU - social comments](#) le 17 décembre 2009 - 21:39

**Social comments and analytics for this post...**

This post was mentioned on Twitter by mathemagie: [owni] La guerre du travail <http://goo.gl/fb/Rbuo...>

